

## L'actualité

L'Actualité, no. Vol: 26 No: 15  
1 octobre 2001, p. 50

### Éducation

Violence à l'école: un faux débat?

#### Barbeau, Éric

**Des millions sont dépensés pour contrer la violence à l'école. Les profs dénoncent, les parents s'inquiètent, les commissaires s'agitent. Mais la situation est-elle vraiment plus dramatique qu'avant? L'actualité a fait enquête.**

Le duel a eu lieu après les cours, dans un corridor de la polyvalente Émile-Legault, à Saint-Laurent. Tous les éléments étaient réunis: une classe agitée, un prof débordé, des ados en train de s'engueuler "T'as pas fini d'emmerder tout le monde?" ai-je lancé. David, le p'tit dur de l'école, a répliqué du tac au tac: "On peut régler ça après le cours si tu veux." À 15 ans, dépassant l'autre d'une bonne tête, je n'allais pas passer pour un trouillard... La bataille a donc éclaté à 15 h 15, devant une foule de curieux. Le prof, lui, avait déjà quitté les lieux.

Je suis rentré chez moi l'oeil enflé, la lèvre boursouflée. Pendant que je pensais mes plaies (et mon ego), mon père m'a expliqué que j'avais eu tort d'accepter l'invitation du caïd de l'école. Qu'il ne cautionnait pas le recours aux poings, loin de là. Il n'a pas eu à en dire plus. Mon visage tuméfié résumait tout: j'avais appris ma leçon à la dure. Le dossier était clos.

Deux décennies plus tard, impossible d'aborder la question aussi légèrement avec mes enfants. La lutte contre la violence des

jeunes - et par extension contre la violence scolaire - est devenue un enjeu de société. Une cause pour laquelle les pouvoirs publics dépensent une fortune chaque année. Car les parents sont inquiets. Politiciens, policiers et commissaires scolaires sont pressés d'agir. Déjà, 910 écoles québécoises disposent d'un programme de prévention de la violence. À elle seule, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) consacre un million de dollars par année à la combattre. La question mérite-t-elle un tel investissement, en ces temps où les bibliothèques des écoles manquent cruellement de livres, où il y a pénurie d'éducateurs spécialisés et où les activités parascolaires sont réduites au strict minimum, faute de moyens?

Oui, si on en croit Robert Cadotte, conseiller et président du comité exécutif de la CSDM. Car la situation, dit-il, empire depuis 10 ans. "Les jeux vidéo, le cinéma et la télé ont contaminé les jeunes."

Robert Cadotte milite depuis des années pour la non-violence. En 1987, il a d'ailleurs fondé Pacijou, un organisme sans but lucratif visant à en faire la promotion. "Depuis le drame de Polytechnique, on n'a jamais cessé de parler de violence scolaire", dit-il.

Le sujet est tellement dans l'air du temps que lors du 10e anniversaire de la tuerie, le 6 décembre 1999, Robert Cadotte a mobilisé les employés de la commission scolaire, au Centre Molson, pour lancer la politique de tolérance zéro de la CSDM. Coût de l'événement: 155 000 dollars. Plus de 7 000 employés y ont participé, des concierges aux directeurs, des professeurs aux secrétaires. "On se serait cru dans un rassemblement politique des années 70. Tout le monde s'est senti concerné par la violence", dit Cadotte en insistant sur le fait, chiffres du Centre canadien de la statistique juridique à l'appui, que le personnel en a marre de subir l'agressivité des adolescents.

La réalité est pourtant moins dramatique. Il est vrai que le nombre total d'infractions criminelles avec violence commises par les 12-17 ans a presque doublé au Canada de 1988 à 1998. Mais seules les voies de fait simples ont réellement augmenté. C'est-à-dire les accusations d'avoir poussé, giflé, frappé à coups de poing une personne ou d'avoir proféré des menaces à son endroit. Des "crimes" qui englobent les propos du genre "Je vais te casser la gueule à 4 h" et les bousculades. Tous les autres éléments de la criminalité juvénile violente (meurtres, tentatives de meurtre, viols, voies de fait graves...) sont au même niveau que dans les années 80.

Des incidents autrefois rarement signalés font maintenant l'objet de plaintes quasi systématiques à la police, dit Marc Ouimet, professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Cela explique-t-il l'augmentation du nombre de voies de fait? "C'est vrai pour au moins la moitié des cas", dit-il.

Pour le lieutenant Denis Piché, du Service de police de Gatineau, l'impression très répandue d'une augmentation de la criminalité juvénile provient du sensationnalisme des médias et de leur intérêt relativement récent pour le monde scolaire. "Les journalistes me demandent parfois de commenter des incidents sans importance, qui ne méritent pas une ligne dans le journal. Pourtant, le lendemain, l'histoire se retrouve en première page."

On peut se demander par ailleurs si les professeurs ne poussent pas trop loin le concept de tolérance zéro. Ainsi, cet été, un jeune Ontarien a été accusé de voies de fait armées par une enseignante: il l'avait atteinte avec le ballon rempli d'eau qu'il destinait à un groupe d'élèves. Quelques mois plus tôt, en Nouvelle-Écosse, un enfant de huit ans avait été suspendu parce qu'il avait crié "Pow! Pow!" en pointant un morceau de poulet. Et voilà que des pédagogues américains militent pour qu'on interdise dans les cours d'école le ballon chasseur, jugé trop violent...

"La réalité, c'est que les jeunes ne sont pas plus violents aujourd'hui qu'hier", dit le lieutenant Denis Piché.

Au Canada, les données sur la criminalité juvénile ne sont compilées que depuis 1985, c'est-à-dire un an après l'adoption de la Loi fédérale sur les jeunes contrevenants. Avec ce mince recul, peut-on mesurer l'évolution de la violence chez les jeunes?

"Pas vraiment", répond Michel Janosz, 36 ans, père de deux garçons, professeur à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal et directeur scientifique du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES). "Pour le moment, on sait bien peu de choses, dit-il, sinon que la violence semble plus importante dans les grandes villes. Le problème, c'est que tout le monde cherche des réponses rapides au décrochage scolaire, mais la réalité est pas mal plus complexe." L'étude qu'il mène depuis trois ans, et dont les premiers résultats sont attendus en décembre, devrait cependant permettre de dresser un portrait unique de la situation.

Michel Janosz a livré le fruit de ses réflexions lors d'un important sommet sur le sujet tenu à Paris en mars dernier, sommet qui réunissait une vingtaine de pays. L'organisateur, Éric Debarbieux, fondateur de l'Observatoire européen de la violence scolaire et chercheur à l'Université de Bordeaux, estime en effet qu'une réflexion mondiale s'impose. Au-delà des tueries comme celle de Littleton, au Colorado, en avril 1999 - des exceptions qui, d'après Debarbieux, donnent une idée fautive de la situation -, le chercheur constate surtout une dégradation du climat dans les classes en France. Ce qu'il appelle les "incivilités généralisées".

Ces incivilités - un niveau de langage familier, des propos déplacés ou agressifs - déstabilisent également les enseignants du Québec, selon Michel Janosz. "Quand on pose une question en classe, les élèves répondent souvent: "J'sais-tu, moé?"" raconte Jean-Louis Corriveau, professeur du secondaire à Beauport, près de Québec, et très actif au sein du syndicat local. "Ils ne nous appellent plus par notre nom, encore moins "Monsieur". C'est "Eille!" À l'entendre, ses élèves ont perdu toute notion de politesse. "Ils manquent même de respect les uns envers les autres. Ils s'insultent; les sacres et le langage à connotation sexuelle sont omniprésents dans les corridors. On ne peut plus intervenir, c'est devenu leur territoire."

À Montréal, en 1999, le nombre d'agressions physiques et "psychologiques" - les menaces et les injures, dans le jargon - contre les enseignants aurait augmenté de 127% par rapport à l'année précédente. Mais là encore, le porte-parole de l'Alliance des professeurs de Montréal, Yves Parenteau, reconnaît que cette augmentation spectaculaire est d'abord attribuable au fait que, depuis trois ans, les membres du personnel signalent le moindre incident. "Avant, ils en parlaient à leur délégué syndical mais ne rédigeaient pas de rapport."

Au-delà des statistiques, il reste que, pour les victimes de violence, l'expérience est toujours douloureuse.

Lucie Turcotte enseigne dans une école secondaire de la région de Québec. Il y a huit ans, un adolescent à qui elle venait de confisquer son couteau a menacé de la "piquer", de la "descendre". "Les autres m'ont traitée de "grosse c... de vache", raconte l'enseignante, qui, à la suite de cet incident, a décidé de ne plus s'investir autant auprès des "jeunes à problèmes". Elle a plutôt choisi d'être active au sein du syndicat local.

Le sentiment d'impuissance des professeurs a atteint un tel niveau que certains voient le besoin d'apprendre à se défendre. Ces deux dernières années seulement, 2 500 ont suivi la formation de sept heures sur la violence en

milieu de travail offerte au cégep de Trois-Rivières par Robert Arbour, un entraîneur de judo. "On leur donne quelques trucs, inspirés du judo, pour restreindre les gestes d'un agresseur. Mais surtout, on tente de leur inculquer le gros bon sens. Un enfant de 1re année qui fait une crise et se jette par terre ne constitue pas une menace pour le prof ni pour ses camarades. Il ne faut pas tout confondre."

Il n'est pas nécessaire de suivre de tels cours pour enseigner, croit pour sa part Égide Royer, qui forme les futurs professeurs à l'Université Laval. "Qu'une ou deux personnes dans l'école aient cette formation, soit. Mais pas tout le monde. L'intervention physique, c'est en dernier recours!" Ce dont les jeunes ont besoin pour se développer, selon lui? Un milieu structuré et prévisible, des règles claires, appliquées avec constance.

Le problème, au dire de ce spécialiste, est que les connaissances à propos des troubles de comportement ne sont pas suffisamment inculquées aux futurs professeurs. "Pourtant, ces connaissances existent depuis plus de 20 ans..." La formation des enseignants ne comprend que quelques heures sur le sujet. Et savoir faire face à l'agressivité risque d'être nécessaire, dit-il: le pourcentage d'enfants susceptibles d'acquérir des comportements violents, certes très minime, serait en hausse, étant passé de 2,5% à 5% ces dernières années.

Il faut intervenir dès la maternelle pour modifier les comportements agressifs. "À cinq ans, la fenêtre d'intervention d'un prof ou d'un parent est grande comme ça, dit Égide Royer en imitant la forme d'un ballon de basket-ball. Si on attend l'adolescence, elle devient grande comme ça", poursuit-il en rapprochant son pouce et son index.

Mais encore faut-il qu'il y ait communication entre l'école et la famille... Or, Égide Royer constate que le fossé se creuse. "Soit les profs ont peur du jugement des parents et ne leur parlent pas, soit ils jugent que les parents sont incompetents et contribuent ainsi au sentiment de méfiance réciproque."

La méfiance réciproque, c'était le lot quotidien de l'école primaire Saint-Jean-de-Brébeuf, dans le quartier Rosemont, à Montréal. Jusqu'à récemment, des parents venaient faire la loi le long de la cour pendant les récréations et avant le début des classes. Ils sermonnaient les enfants, critiquaient l'autorité des surveillants. La direction a alors décidé de les inviter dans l'école. Elle a mis à leur disposition un local, qu'ils ont aménagé et baptisé La Parentèle, où ils se réunissent trois fois par semaine. Elle a aussi libéré deux techniciennes du service de garde pour qu'elles animent les réunions.

La Parentèle donne l'occasion à ces parents d'échanger des trucs, entre eux et avec des spécialistes, sur la discipline, l'agressivité, les heures du coucher, les devoirs. C'est aussi une façon de se lier avec le personnel.

"Je ne suis jamais allée à l'école", dit Louise, dans la cinquantaine, qui élève son petit-fils de sept ans. "À La Parentèle, j'apprends plein de choses. Je vais même apprendre à lire en même temps que notre petit Tommy." Les deux animatrices affirment que des enfants turbulents sont devenus plus dociles depuis que leurs mères fréquentent l'endroit.

Pierre Chartrand est un des sept chargés de projet embauchés par la Commission scolaire de Montréal pour aider les écoles à mettre sur pied des programmes de prévention comme La Parentèle. Il est convaincu que les professeurs ont eux aussi tout à gagner dans l'échange d'information. "Ils sont parfois condescendants envers les parents défavorisés."

De la communication, il en faut pourtant. Car aujourd'hui, chaque famille - voire chaque parent! - a sa vision de l'autorité. Les professeurs n'ont plus carte blanche, leurs décisions étant souvent critiquées.

Ainsi, Gilbert Pelletier, la cinquantaine, a fait une sainte colère dans le bureau du directeur de l'école secondaire Gérard-Filion, à Longueuil, l'an dernier. Son fils venait d'être suspendu à la suite d'une bagarre. "J'ai dit au directeur, devant mon fils, que le jeune pouvait se défendre si on l'attaquait", raconte Pelletier.

De tels incidents font dire à un enseignant de 3e secondaire de l'école Saint-Luc, à Montréal: "J'ai souvent plus de difficulté avec les parents des élèves turbulents qu'avec les jeunes eux-mêmes. Mon autorité en classe est totalement minée quand les parents contestent ouvertement mes décisions!"

Éric Debarbieux, de l'Université de Bordeaux, insiste justement pour que les écoles se dotent de règlements disciplinaires cohérents, clairs et faciles à suivre. Et pour que le personnel apprenne à connaître les élèves et leur

milieu de vie. "Les profs viennent souvent de milieux bourgeois. Ils ont une vision politiquement correcte des choses, sans rapport avec la société d'aujourd'hui. Ils devraient s'intéresser aux contraintes des familles éclatées, souvent démunies ou marginalisées."

Suspendre les élèves qui se sont battus, par exemple, ne résout pas le problème, dit Richard Desjardins, responsable de la maison de jeunes Kekpart, à Longueuil: "Les parents ne sont pas à la maison pour prendre le relais, alors les adolescents se retrouvent à la rue. Et c'est là que les choses dérapent."

À peine 10% de la criminalité juvénile a en effet lieu à l'école, selon Statistique Canada. Les corps policiers en sont bien conscients. Depuis deux ans, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) réforme donc sa police jeunesse de fond en comble. Cet automne, chacun des 35 postes de quartier aura ses spécialistes, "150 policiers qui vont traiter exclusivement les cas des jeunes", explique le commandant Michel Doucet, principal artisan de cette réforme.

Le SPCUM veut miser davantage sur la prévention et tisser des liens dans les quartiers, avec les centres de loisirs, les écoles et les familles. "Impossible de prendre une bonne décision concernant un jeune délinquant, dit le commandant Doucet, si elle n'est pas concertée."

Lui aussi croit que l'échange d'information permet de contrer l'isolement des jeunes de milieux défavorisés, principaux responsables de la délinquance juvénile. Il estime par ailleurs que certaines écoles, qui traînent une mauvaise réputation, ne vivent pas forcément plus de violence qu'avant. "À Henri-Bourassa, dans Montréal-Nord, par exemple, le noyau dur de jeunes criminels n'est que de 10 individus sur 1 000 élèves, comme depuis toujours. La différence, c'est que le nombre de jeunes susceptibles d'être affectés ou influencés par les délits du noyau dur est plus élevé, à cause du désarroi économique."

Les élèves de l'école secondaire Père-Marquette, dans le quartier Rosemont, font partie de cette population défavorisée, dite à risque. Il y a deux ans, la direction a embauché un policier à la retraite pour faire régner l'ordre, Raymond Thériau.

Le quinquagénaire a gardé ses réflexes de policier: il a son réseau de délateurs, compile des dossiers sur les élèves à problèmes... "L'adolescence, c'est l'âge des rumeurs, du téléphone arabe. Souvent, des jeunes veulent venger la réputation de leurs amis sans même le consentement des principaux intéressés. Dès que j'entends une rumeur, je convoque les adolescents dans mon bureau pour qu'ils tirent les choses au clair entre eux. Et pour les aider à se demander si ça vaut vraiment la peine de se battre."

L'"agent" Thériau ne fait pas que de la médiation. Il informe aussi les adolescents des conséquences de leurs actes, surtout quand des enseignants sont concernés. "Car j'encourage fortement les profs à porter plainte s'il y a voies de fait. Il faut se faire respecter."

La présence d'un ex-policier à demeure rend-elle les écoles moins explosives? Pas si on en croit les jeunes qui fréquentent la maison Kekpart, à un jet de pierre de la polyvalente Jacques-Rousseau et de ses 2 500 élèves.

Karine, 16 ans, souligne que les rixes impliquent souvent plusieurs personnes. "Les écoles sont grandes et il faut du temps avant qu'un adulte se rende compte qu'une bagarre a éclaté, dit-elle. Ça commence par une banalité: des rumeurs, un habillement différent, des insultes. On n'a pas le temps de réagir, ça va tellement vite."

De la demi-douzaine de jeunes réunis ce jour-là à la maison Kekpart, tous ont un incident à raconter. Et tous déplorent le recours à la violence. Comme s'ils étaient tombés dans ce piège un peu malgré eux. Sont-ils si différents de leurs aînés?

Pas de l'avis du sociologue Reginald Bibby, de l'Université de Lethbridge, en Alberta. Il a réalisé une grande étude comparative sur les valeurs des adolescents canadiens et celles de leurs parents. Les résultats, publiés récemment dans le magazine Maclean's, montrent que les jeunes ont les mêmes valeurs et vivent le même genre d'adolescence que leurs parents. La réussite, la carrière et l'argent priment. Sauf qu'ils perçoivent la violence à l'école comme un véritable problème, contrairement à leurs aînés, qui reconnaissent qu'il y avait souvent des bagarres à leur époque, mais que ces incidents n'étaient pas considérés comme de la violence scolaire.

Alors, est-ce que tout cela ne serait qu'affaire de perception? Serait-ce l'avènement d'une nouvelle norme sociale?

Je suis retourné prendre le pouls de mon alma mater avec des yeux d'adulte.

Benoît Leduc est un des rares de l'époque qui enseigne toujours à Émile-Legault. Il se souvient très bien de ma bagarre avec le petit David, il y a 19 ans... "Aujourd'hui, la bataille opposerait un Latino à un Arabe et, rectitude politique oblige, on ferait venir la police, de crainte que ça ne devienne un conflit ethnique, dit-il. Pourtant, il s'agit toujours de petits gars qui n'ont que 15 ans d'expérience de vie et à qui il faut tout apprendre!"

À l'aube de la retraite, après 34 ans d'enseignement, dont 27 à Émile-Legault, il m'assure que la "poly" est moins dure maintenant. "De nos jours, on investit ponctuellement pour combattre les problèmes: la drogue, le décrochage, la violence Mais pourquoi ne pas tout simplement investir dans le positif, le durable?"

À son avis, les jeunes ont surtout besoin d'avoir autour d'eux des adultes qui leur procurent un sentiment d'appartenance et des repères, ne serait-ce que pour les confronter aux leurs. C'est un principe enseigné dans les facultés depuis des dizaines d'années: un milieu structuré et chaleureux. Voilà d'ailleurs l'autre différence notable dans l'enquête de Reginald Bibby: contre toute attente, les jeunes d'aujourd'hui souhaitent que leurs parents passent plus de temps avec eux à la maison.

## **L'ENFER DU TAXAGE**

**Trop de victimes refusent de dénoncer leurs agresseurs. C'est pourtant la seule façon de briser la spirale de la violence.**

L'année scolaire commence à peine que, déjà, des ados se sont fait voler leur manteau de cuir après la classe. D'autres se font extorquer 10 dollars par jour par le p'tit dur de l'école. D'autres encore sont encerclés à une station de métro par des jeunes de leur âge qui veulent leur baladeur ou leur carte autobus-métro... Jusqu'à 10% des adolescents sont ainsi taxés au moins une fois pendant leurs études secondaires.

Il s'agit là de vols qualifiés, punissables par la loi. Malheureusement, les victimes dénoncent rarement leurs agresseurs. Les experts s'entendent pourtant: la dénonciation est le seul outil pour enrayer ce fléau.

Ce n'est pas un hasard si le programme de prévention de la maison de jeunes Kekpart, à Longueuil, s'intitule "Le taxage: t'acceptes d'en parler". Son concepteur, Richard Desjardins, a récemment été choisi par le ministère québécois de la Sécurité publique pour former des policiers, des professeurs et des travailleurs sociaux en prévention du taxage.

Aux parents, Desjardins donne ce conseil: il est primordial d'accompagner l'enfant jusqu'au bout des démarches. "Ça ne se limite pas à un coup de fil à la police, dit-il. Il faut le rassurer tout au long de l'enquête et du processus judiciaire. C'est moins évident qu'on ne le pense."

Certains adolescents tentent de régler eux-mêmes le problème. Comme ce garçon de 11 ans qui, il y a quelques mois, s'est fait voler son baladeur. Le lendemain, avec ses amis, il a agressé le voleur. "Laisse à lui-même, dit Desjardins, le jeune se fait attaquer à répétition, ou alors il devient "taxeur" à son tour."

Pour les proches, il n'y a pas de solution miracle. Par contre, comme les "taxeurs" sont d'abord en quête de pouvoir, la meilleure défense d'un enfant sera sa confiance en lui. "Les jeunes actifs, bien dans leur peau, qui ont des amis et sont encadrés ne seront pas visés", confirme Raymond Aubé, travailleur de rue à Longueuil.

La confiance en soi ne s'enseigne pas, convient Raymond Aubé. Mais le sport, les arts et les activités parascolaires sont d'excellents moyens d'aider à la bâtir, dit-il. Or, ces secteurs souffrent de sous-financement chronique. "Restent les soupers en famille!" dit le travailleur de rue.

Les consignes de sécurité élémentaires, comme éviter de marcher seul le soir, demeurent de mise. Mais aussi celle de ne pas choisir systématiquement des vêtements griffés... "Aujourd'hui, de plus en plus d'ados, riches ou pauvres, se définissent par les vêtements qu'ils portent. C'est pour cette raison que les "taxeurs" cherchent à s'approprier des objets luxueux", dit Raymond Aubé.